
13 mai 2024 - Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant désignation des membres de la Chambre de recours des membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française

A.G.C.F. 13/05/2024 – M.B. 21/06/2024

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française, notamment les articles 55 et 77 à 93, tel que modifié ;

Vu le décret du 3 avril 2014 visant à promouvoir une représentation équilibrée des hommes et des femmes dans les organes consultatifs ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 novembre 2023 portant désignation des présidents et secrétaires de la chambre de recours des membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés par la Communauté française ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 septembre 2020 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres membres du personnel du Ministère de la Communauté française, notamment l'article 78, § 1er, 17° ;

Vu l'arrêté ministériel du 24 octobre 2017 portant désignation des membres de la Chambre de recours des membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française ;

Vu l'acte de subdélégation AD-AGE-0395 du 17 février 2021 pris en faveur de Monsieur Jan MICHIELS, Directeur général adjoint expert ;

Vu la consultation du pouvoir organisateur Wallonie-Bruxelles Enseignement et des organisations syndicales représentatives de l'enseignement organisé par la Communauté française, au sens de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités et de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi précitée ;

Considérant que les mandats des membres actuels de la Chambre de recours sont arrivés à leur terme et qu'il s'avère dès lors nécessaire de renouveler sa composition ;

Vu le principe général de droit de continuité du service public ;

Arrête :

Article 1^{er} : Sont désignés en qualité de membres effectifs et suppléants de la Chambre de recours des membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française:

MEMBRES DELEGUES PAR LES ORGANISATIONS SYNDICALES

Membres effectifs	Premiers membres suppléants	Seconds membres suppléants
M. Michel BALDAN (C.G.S.P.)	Mme Carole PEROMET (C.G.S.P.)	M. Hakim EL KHOLTI (C.G.S.P.)
Mme Françoise DE LILLE (S.L.F.P.)	Mme Antonietta CECI (S.L.F.P.)	M. Luc PITANCE (S.L.F.P.)
Mme Carmen BECKERS (C.S.C.)	Mme Stéphanie BAUDOUX (C.S.C.)	M. Michel MANISCALCO (C.S.C.)

MEMBRES DELEGUES DE WBE

Membres effectifs	Premiers membres suppléants	Seconds membres suppléants
Mme Michèle SIMAR	M. Denis DUFRANE	M. Arnaud TINLOT
Mme Suna TEKIR	Mr Joël JACOB	Mme Laurence DENIS
M. Benoît HENNAUT	Mme Manon LEDUNE	Mme Nathanaël HARCQ

Article 2 – L'arrêté ministériel du 24 octobre 2017 portant désignation des membres de la Chambre de recours des membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française est abrogé.

Article 3 – Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les Chambres de recours déjà convoquées à cette date conservent la composition qui était la leur au moment de la convocation.

Bruxelles, le 13 mai 2024.

Pour le Gouvernement de la Communauté française,

Le Directeur général adjoint expert du Centre d'Expertise des Statuts et du Contentieux de la Direction générale des Personnels de l'Enseignement,

Jan MICHIELS